

Alexandre Herlea –Discours à la Cérémonie de remise du titre de «*Profesor Honoris Causa*» de l’Université Babeş-Bolyai, 25/10/ 2017.

La Roumanie et l’Union Européenne: identité et valeurs

Monsieur le Président de l’Université, Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Doyen de la Faculté d’Etudes Européennes, chers collègues, honorable assistance.

L’attribution du titre de «*Professeur Honoris Causa*» est pour moi non seulement un grand honneur mais également un moment de profonde émotion et cela pour une série de considérations en commençant par le prestige de l’institution qui me le décerne, l’Université Babeş-Bolyai. Sa Faculté d’Etudes Européennes a fait la proposition de l’attribution du titre et je l’en remercie. Le profil de cette faculté est en rapport avec un moment particulier de ma vie, lors duquel j’ai eu la chance inespérée et le privilège de servir mon Pays à un moment crucial de son histoire: le début de son retour dans le monde des valeurs de la civilisation européenne, auquel il appartient et dont il a été arraché après la Deuxième Guerre Mondiale.

Mais les liens avec l’Université de Cluj ont aussi une autre dimension, une dimension d’ordre personnel. Ici, de nombreux membres de ma famille ont fait leurs études, parmi lesquels mes deux parents, et des professeurs comme Ioan Lupas, le frère de ma grande mère maternelle, et Lucian Blaga, cousin germain de mon grand père paternel, ont fait partie de son corps professoral. Moi-même – si les vicissitudes de l’histoire n’en avaient décidé autrement – je serais né à Cluj, où mon père a fait ses premiers pas dans sa courte carrière universitaire, et non pas à Brasov, où il l’a poursuivie jusqu’en 1947, quand il a été licencié pour passer ensuite une décennie dans les geôles communistes.

Mon intervention est intitulée: «*La Roumanie et l’Union Européenne: identité et valeurs*».

J’ai hésité entre ce sujet et l’un lié à ma spécialité académique, l’histoire des techniques, que j’aurais intitulé «*La construction de l’UE et*

l'évolution des techniques». Mais l'histoire des techniques sera présente dans les considérations qui suivent, la technique jouant un rôle central dans la définition de l'identité européenne, c'est à dire de sa civilisation et sa culture.

J'ai choisi le thème de l'identité et des valeurs pour l'importance que celui-ci a tant pour l'UE que pour la Roumanie, les deux à la recherche de solutions aux graves provocations auxquelles elles doivent faire face. Trouver ces solutions suppose la connaissance et un regard lucide sur l'identité et les valeurs et nécessite du courage, en appelant les choses par leur nom. Aucun des problèmes majeurs en commençant par l'évolution de l'UE sous l'aspect juridique et continuant avec la démographie, la migration et la sécurité, la corruption et les manipulations, la pollution et les changements climatiques, le chômage et la pauvreté, ne pourra être résolu en ignorant ces impératifs.

J'ai choisi également ce thème compte tenu de la conjoncture existante: cette année, au mois de mars, du soixantième anniversaire du «*Traité de Rome*»; les décisions qui seront prises à la fin de cette année, lors du sommet de l'UE, concernant les réformes de celle-ci; et pour la Roumanie l'anniversaire, l'année prochaine, du centenaire de la «*Grande Union*» et la Présidence de l'UE qu'elle prendra au début de l'année 2019.

La construction de l'UE est aujourd'hui, dans le contexte d'un monde en évolution accélérée, la principale voie pour la conservation de l'identité et des valeurs qui caractérisent notre vieux continent.

L'Europe a une évidente identité culturelle et historique, et les Etats qui la composent sont eux aussi porteurs d'une identité culturelle et historique encore plus forte et encore plus visible. Or, bien que le problème de l'identité soit aujourd'hui à l'ordre du jour, comme le prouve la prise de position de la majorité des pays du groupe de Visegrád, il est très peu abordé par Bruxelles. Cette attitude est déterminée probablement par le souci d'éviter un débat lors duquel soient exprimés des points de vue «politiquement incorrects», tels que la place de la culture chrétienne dans la définition de l'identité européenne.

C'est une attitude qui soulève de grandes interrogations. La nature ayant horreur du vide, on laisse ainsi la voie libre, on encourage implicitement, les discours identitaires de l'extrême droite. Et on sait très bien qui professe aujourd'hui en Europe un discours identitaire, à qui il profite et qui le soutient. Moscou manipule avec brio. Cette auto-censure, connue sous le nom de «*political correctness*», rappelle fâcheusement l'époque de la domination du marxisme.

Si en ce qui concerne le problème de l'identité, l'UE est plutôt réservée, dans celui des valeurs elle est vocale, affirmant haut et fort qu'elle est formée d'Etats qui respectent et promeuvent la paix, la liberté, la démocratie, la justice, l'état de droit, les droits de l'homme, la solidarité, la tolérance et dont les politiques et les actions sont fondées sur ces valeurs.

Dans le préambule du «*Traité de l'UE de Lisbonne*» il est précisé aussi que ces valeurs ont leurs racines dans: „*les héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit*”.

La mise en oeuvre de ces valeurs est, malheureusement, difficile et connaît des syncopes, tant dans l'UE qu'en Roumanie (évidemment, *mutatis mutandis*).

«*Le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe*», lancé par la Commission Européenne (CE) à l'occasion du sommet de Rome du 25 mars de cette année, passe en revue les principaux problèmes auxquels l'UE doit faire face et présente cinq scénarios d'évolution dans la perspective de l'année 2025. La Commission fait appel à une participation aussi large que possible de la société civile et de l'opinion publique européenne aux débats qui concernent la stratégie d'évolution de l'UE pour le prochain quart de siècle.

Mon propos a, ainsi, un certain lien avec cet appel; il reste pourtant à un niveau plutôt abstrait, théorique, propre à la circonstance et au cadre dans lequel il est prononcé. Il a, comme vous allez pouvoir le constater, une importante partie historique, la connaissance et la compréhension

du passé étant indispensables à la construction de l'avenir. Il souhaite être, également, un appel pour que l'éducation, l'école, l'université occupent la place qui doit être la leur dans la construction d'un avenir civilisé, basé sur la connaissance et des valeurs correctement hiérarchisées.

L'identité européenne est une notion complexe, définie tant par des caractéristiques communes des cultures des différentes ethnies et peuples de l'espace géographique européen, que par des caractéristiques spécifiques à ceux-ci.

A la première catégorie appartiennent les deux racines de l'identité européenne : le naturalisme et le rationalisme grec d'un côté et la spiritualité judéo-chrétienne de l'autre. Les grecs affirment que la nature est unique, organisée par un principe central et que grâce à la raison elle peut être connue et le comportement éthique peut exister.

Pour la spiritualité judéo-chrétienne, la parole de Dieu, connue par la Révélation, est le créateur de l'Univers, dans le centre duquel est placé l'homme. Doté par Dieu de la liberté d'agir, de trouver la route pour réintégrer la Transcendance, l'homme est un être responsable qui peut et doit agir.

Ces deux conceptions, deux visions (*Weltanschauung*) se sont combattues et métissées tout au long de l'histoire, sans qu'une d'entre elles se soit imposée définitivement. La culture européenne est largement le résultat des conflits et des interactions de ces deux visions. Elles constituent le fondement, le socle commun qui offre la cohésion nécessaire aux ambitions d'unité politico-économique et donne crédibilité et substance à la construction de l'UE.

C'est pour cela, qu'en dépit de toutes les crises, y compris de celle traversée aujourd'hui, aussi bien par l'UE que par la Roumanie, nous devons garder notre optimisme, un optimisme actif, qui doit nous déterminer à nous engager et participer à la vie de la cité.

Au XIII^e siècle, après une domination, de près d'un millénaire, de la théologie, le rationalisme grec, sous l'influence de la pensée de l'Antiquité gréco-romaine, retrouve sa place dans la pensée européenne. Les scolastiques – en commençant par St. Thomas d'Aquin - essaient de

mettre en accord la croyance avec la raison et inaugurent la théorie du droit naturel.

Les universités voient le jour: Bologne, Paris, Oxford, Cambridge, Padoue; le phénomène est européen. A partir de la deuxième moitié du XIVème siècle, de la Renaissance, la pensée européenne évolue rapidement et l'Europe fait de grands progrès au plan matériel, progrès qui lui permettent de prendre le *leadership* au plan mondial et de dominer le monde jusqu'à la Première Guerre Mondiale.

C'est à cette période que l'efficacité a commencé à prendre une place de plus en plus importante – et ceci au détriment de l'éthique et de la déontologie. Nicolas Machiavel publie en 1513 son célèbre livre «*// Principe*», dans lequel il affirme que la politique est un domaine totalement autonome et que l'efficacité est la seule mesure de la valeur.

Heureusement, lors de la Renaissance, l'humanisme et son éthique apparaissent également. Les humanistes promeuvent les valeurs morales et intellectuelles contenues dans les textes gréco-latins, sont pacifistes et cosmopolites, accordent une grande importance à l'éducation et, en partie, sont à l'origine des réformes protestantes. Celles-ci - en préconisant l'obligation du croyant d'être en contact direct avec la parole du Dieu et affirmant que l'homme est seul responsable pour ses actions - ont posé les bases de la naissance de la société civile.

La Renaissance est aussi l'époque de la séparation de la Philosophie et de la Théologie pour qu'ensuite la Science se sépare de la Philosophie. A la fin du XVI^{ème} siècle naît la science galiléenne, connaissance par concept, donc structurée logiquement et validée soit par des procédures expérimentales soit par des procédures formelles. Au siècle suivant, sur les traces de Galileo Galilée, des grands savants, tels Blaise Pascal, René Descartes ou Isaac Newton, mettent en évidence que l'univers est gouverné par des lois qu'ils formulent et expriment en langage mathématique. Précédé par Léonardo da Vinci qui avait affirmé: «*Je cherche la lumière de la science et ses bienfaits*» Francis Bacon souligne en 1624, dans «*Novum Organum*», le rôle que la science joue dans le développement de la technique. La science qui recherche la

vérité s'accorde de la technique qui est une habileté, une ruse, pour laquelle la principale valeur est l'efficacité. La technique, à partir de l'invention de l'imprimerie, au XVème siècle, joue un rôle important dans le processus de diffusion des idées, parmi lesquelles celle d'appartenance nationale, contribuant ainsi à la naissance des Etats-nations.

Le XVIIème siècle est aussi le siècle dans lequel la pensée de Hugo Grotius et Thomas Hobbes permet d'importants progrès du droit naturel, pour qu'au siècle suivant, en Europe, soient définies des valeurs se trouvant à la base de l'organisation politique et sociale du monde civilisé et sur lesquelles ultérieurement sera construite l'UE.

Le XVIIIème siècle, «*le Siècle des Lumières*» est celui du baron de Montesquieu, qui plaide pour la séparation des pouvoirs dans l'Etat et de Jean-Jacques Rousseau, qui promeut le droit naturel. Ce dernier élabore la théorie du contrat social et celle de la souveraineté du peuple et argumente en faveur d'une société européenne consciente du fait qu'elle a une histoire commune et partage les mêmes valeurs.

C'est également le siècle de la «*Révolution industrielle*», cette modification radicale sur le plan économique et social déclenchée par l'accélération sans précédent des changements des techniques, et celle de «*L'Encyclopédie*» dans laquelle d'Alambert et Diderot mettent en évidence que la technique est une partie intégrante de la culture. Et non pas en dernier lieu, le siècle de la «*Déclaration des droits de l'homme*».

Au XIXème siècle, les débats portant sur l'organisation de l'Europe, sa forme juridique, s'amplifient. Le comte de Saint-Simon, publie avec un de ses disciples un petit traité intitulé: «*De la réorganisation de la Société européenne ou de la nécessité et des Moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale*». Ce titre est très explicite. Mais, toujours en France, le socialiste Pierre-Joseph Proudhon et en Allemagne le philosophe Constantin Frantz, plaident pour le fédéralisme. Je rappelle aussi le roumain Aurel Popovici, avec son projet pour la fédéralisation de l'Empire Austro-Hongrois présenté dans son livre «*Vereinigte Staaten von Gross-Österreich*».

Je m'arrête là avec ce court passage en revue de quelques caractéristiques communes à l'ensemble de l'espace européen, caractéristiques de toute première importance non seulement par leur poids dans la définition de l'identité de cet espace, mais également pour le fait qu'elles ont – comme nous l'avons déjà mentionné – aussi une vocation universelle. Emmanuel Kant, dans son essai d'établir la moralité d'un acte, d'une action, affirme qu'un comportement peut être considéré comme juste s'il est universalisable.

La deuxième catégorie des caractéristiques qui définissent l'identité européenne est, comme nous l'avons dit antérieurement, celles spécifiques, propres, aux différentes cultures, ethnies, peuples, pays, régions d'Europe, par lesquels ceux-ci se singularisent dans une mesure plus ou moins grande. Elles déterminent la diversité qui représente, une des principales richesses de la culture et la civilisation européenne.

La Roumanie occupe, dans ce cadre, une place respectable s'affirmant comme porteuse d'une culture et d'une civilisation originale et en même temps profondément européenne, bien qu'elle se trouve à la périphérie du continent et que ses premières formations étatiques aient vu le jour seulement au XIVème siècle. Un retard notable par rapport aux Etats de l'ouest du continent qui arrivaient, à cette époque, à la Renaissance. Soumises aux pressions militaires et occupations étrangères les Principautés Roumaines ont vu, pendant certaines périodes, cet handicap s'accentuer; il n'a jamais pu être totalement récupéré. La Roumanie, à cause des conditions difficiles qu'elle a connues, a été souvent importatrice et non pas créatrice de valeurs européennes et a connu des périodes pendant lesquelles elle a été absente, arrachée contre son gré, à l'espace culturel européen, à la protection duquel elle a pleinement contribué. A partir de la deuxième moitié du XIXème siècle, le décalage a commencé à se réduire et les Roumains et la Roumanie ont contribué, depuis, pleinement au développement de la culture et de la civilisation européenne.

Il y a certainement beaucoup à dire sur la spécificité de la culture dans l'espace ethnique roumain, en commençant avec les cultures de la préhistoire et de l'antiquité et poursuivant avec celles du Moyen-Age, de la Renaissance, du siècle des Lumières pour arriver jusqu'à nos jours.

Un exemple: «*Scoala Ardeleană*» («*l'Ecole de Transylvanie*») qui influencée par l'illuminisme allemand - «*Aufklärung*», a levé l'étendard de l'affirmation de l'identité roumaine, surtout au plan culturel, et a contribué à l'émancipation des roumains et à l'intensification de leur lutte contre la discrimination à laquelle ils étaient soumis par le traité «*Unio Trium Nationum*» et les lois des «*Approbatae Constitutiones*» et «*Compilatae Constitutiones*». Ses membres ont rédigé, en 1792, le célèbre mémoire «*Supplex Libellus Valachorum*».

«*Scoala Ardeleană*» est étroitement liée au gréco-catholicisme et on doit souligner le fait que l'union avec Rome, d'une partie du clergé et des croyants orthodoxes a favorisé les liens avec l'Occident et que son influence a été fortement ressentie aussi dans les Principautés Danubiennes.

Un autre aspect important qui doit être relevé concerne la contribution des Roumains à la culture européenne. Elle existe dans tous les domaines, de l'art, littérature et philosophie à l'économie et l'organisation socio-politique, en passant par la science et la technique.

J'aurais souhaité m'arrêter brièvement sur quelques contributions des Roumains dans le domaine de la science et de la technique, domaine dans lesquels l'Europe s'est affirmée, comme nous l'avons déjà mentionné, et qui est celui de ma spécialité académique. Le temps, malheureusement ne me le permet pas. Je précise seulement qu'une histoire de la technique roumaine, projet lancé par le «*Comité Roumain pour l'Histoire et la Philosophie des Sciences et des Techniques (CRIFST)*» sous l'égide de «*l'Académie Roumaine*» – auquel j'appartiens – contribuera, sans aucun doute, à la promotion de l'apport des Roumains au progrès de la technique européenne et mondiale, facilitant ainsi une meilleure connaissance de ce Pays, si nécessaire aujourd'hui.

Après ces quelques considérations concernant l'identité de l'Europe et celle de la Roumanie, je vais aborder le problème de l'état des valeurs dans l'UE qui affirme les avoir mises à la base de sa construction et, bien entendu, à la situation de ces valeurs en Roumanie.

La construction européenne commence à être mise en oeuvre après la Deuxième Guerre Mondiale, après une longue pré-histoire dont les origines se trouvent au Moyen-Age, à l'époque où l'Europe est unie par la foi chrétienne. Le réseau des monastères cisterciens arrivait jusqu'à Cârța, à côté de Făgăraș, en Roumanie. Cette unité a été gravement affectée par le Grand Schisme de 1054 et ultérieurement, à partir du XVème siècle, par la chute de Constantinople, par la Réforme et la naissance des Etats-nations.

L'unité culturelle de l'Europe va pourtant perdurer grâce aux intellectuels qui gardent leurs liens et promeuvent des valeurs communes. Je mentionne ici les liens entre Nicolaus Olahus et Erasmus de Rotterdam, personnalité-symbole de l'Europe à cette époque, ainsi que le rôle joué par Johannes Honterus de Brașov, qui en 1535 introduit le protestantisme en Transylvanie, développe l'imprimerie et publie «*Rudimenta Cosmografica*», parue, à partir de 1542, en 39 éditions, dans plusieurs grandes villes européennes.

Au cours des XV-XVI siècles, le terme «d'*Europe*» commence à être utilisé fréquemment et l'idée d'unité européenne va donner naissance à divers projets, dont l'objectif déclaré était la paix, cette grande valeur européenne. Sa réalisation constitue une des principales préoccupations d'Erasmus, comme cela résulte de ses textes traduits du latin dans «*Plaidoyer pour la paix*», et de l'abbé de Saint-Pierre, contenus dans son livre, de 1713, intitulé: «*Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*».

Pour assurer la paix a été créée, en avril 1951, la «*Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)*» grâce, surtout, aux forces politiques de la démocratie chrétienne. Elles sont au pouvoir dans les pays d'Europe Occidentale après la fin de la Guerre et promeuvent, en dehors de la paix, toutes les autres grandes valeurs de la civilisation européenne, mentionnées déjà. A leur tête: Robert Schumann, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi.

A côté d'eux se trouve aussi le pragmatique Jean Monnet, auquel la construction européenne doit tant et qui promeut la politique des petits pas, mettant entre parenthèses le débat "fonctionnalisme versus

fédéralisme". Ce débat, comme nous l'avons vu, n'est pas nouveau, il existe depuis la première moitié du XIX siècle, quand il oppose les souverainistes aux fédéralistes. Il continue encore aujourd'hui.

L'UE doit trouver les solutions, juridiques et d'organisation, les plus adéquates au niveau européen, pour que la démocratie (la légitimité démocratique) et le *leadership* politique, aujourd'hui déficitaires soient renforcés, dans le respect des identités nationales et régionales. C'est seulement ainsi que l'UE sera la construction *sui-generis* que nous appelons de nos voeux.

Mais, l'UE doit répondre aussi à d'autres grandes provocations et difficultés, telles celles inhérentes aux niveaux économiques et sociaux différents dans lesquels se trouvent ses pays membres et leurs différents rythmes d'évolution. L'UE doit progresser au niveau de la fiscalité et du budget, améliorer la solidarité au niveau européen, amender la bureaucratie excessive et l'obsession d'élaboration des normes, assurer le bon fonctionnement d'une société ouverte et d'une économie de marché et, en même temps, assurer la protection contre le terrorisme, les migrations illégales, le chômage, le dumping social et commercial. Il faut revoir également l'état du domaine militaire, de la défense, tenant compte de la nouvelle dégradation des relations est-ouest et des actuelles réalités géo-politiques.

Pour pouvoir fonctionner et agir dans le contexte du monde actuel, l'UE est obligée de faire des réformes substantielles. D'un large éventail de telles réformes parle le jeune Président de la France, Emmanuel Macron, dans son discours prononcé à la Sorbonne au mois de septembre dernier. «*Le Livre Blanc*» de la Commission Européenne, auquel j'ai fait déjà référence, qui aborde lui aussi le problème des réformes, a été complété récemment, toujours en septembre de cette année, par le Président de la CE, Jean-Claude Juncker, avec un document de réflexion concernant l'approfondissement de «*l'Union Economique et Monétaire (UEM)*».

Cet approfondissement s'impose pour que les états membres, notamment ceux de la zone euro, puissent faire face à la crise et retrouver leur souveraineté, gravement affectée aujourd'hui par la

domination exercée par le marché et la cupidité des pratiques financières. Le rôle de l'Etat a diminué substantiellement dans les dernières décennies et on parle même d'un nouveau Moyen-Age; les multi-nationales étant comparées aux barons de cette époque. Une problématique profondément liée aux valeurs et à l'identité.

Mais, il faut garder l'optimisme, la crise dans laquelle se trouve aujourd'hui l'UE n'est pas un fait nouveau; il faut se rappeler celle du début des années '80 et des solutions trouvées alors, inscrites dans «*l'Acte unique européen*» de 1985, précurseur du «*Traité de Maastricht*».

Lors des dernières années quelques progrès ont été réalisés; certaines des évolutions mentionnées ont été bloquées et corrigées. On avait pris des mesures pour éviter l'accumulation des déficits budgétaires, macroéconomiques et financiers; la «*Banque Centrale Européenne (BCE)*», dotée de nouvelles compétences concernant la supervision des banques, a joué, par les politiques monétaires promues, un rôle important. Au plan économique, afin de respecter ses valeurs, l'UE doit revenir à l'économie sociale de marché qui s'inspire de l'ordolibéralisme de «*l'Ecole de Freiburg*». Celle-ci considère que l'économie doit être soumise à l'éthique, que le profit n'est pas un but en soi, l'activité économique ayant un objectif social et une finalité morale.

Mais l'Europe n'est pas isolée, elle est étroitement liée au monde dans son ensemble qui est en plein processus de globalisation et soumis à des changements qui se déroulent dans un rythme de plus en plus rapide et une interdépendance de plus en plus accentuée. L'accélération sans précédent, dans les dernières décennies, des évolutions des sciences et des techniques, l'augmentation des difficultés du dialogue entre la volonté politique et l'expertise technico-scientifique (avec des répercussions inhérentes sur la démocratie), le passage de la société industrielle à la société de l'information sont des aspects révélateurs. Quels sont les espoirs et les craintes provoqués par la digitalisation omniprésente, par les rapides évolutions des biotechnologies, nano- et neurosciences, par l'intelligence artificielle, qui s'approche du moment critique appelé „singularité technologique” quand l'intelligence humaine pourrait être dépassée? Grandes questions, difficiles réponses.

Les crises des dernières décennies, traversées par le monde globalisé – crises financières, économiques, sociales, de sécurité, énergétiques et de l'environnement – sont des composantes d'une crise de système qui a une dimension éthique et morale importante. Elle met en cause l'ensemble de l'actuel système technico-économique mondial, basé sur une croissance illimitée. Des réponses sont exigées, mais malheureusement elles se font attendre et quand elles existent sont bien timides. Mais, un fait réjouissant, l'UE se trouve en tête de ceux qui cherchent des solutions. Au niveau des crises de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique cela est particulièrement visible (voir la stratégie Europe 2000 et celles qui suivent). C'est une forme de respect vis-à-vis des valeurs qu'elle affirme promouvoir.

L'UE est, sans doute, une structure qui au niveau planétaire représente, encore, malgré toutes les difficultés et les problèmes avec lesquels elle se confronte, un modèle – évidemment imparfait – de la mise en œuvre, au niveau politique, social, économique, des valeurs universelles. L'adoption de l'identité et des valeurs européennes est attractive et perçue – jusqu'à présent – comme offrant une série d'avantages. Les vieilles démocraties offrent des références importantes; l'état de droit assure la protection du citoyen; la libre circulation de la force du travail peut créer la richesse; la diversité et la richesse culturelle augmentent l'intérêt et la beauté de la vie; la capacité de dépasser les crises a été déjà prouvée et constitue un argument fort pour considérer que pour celle d'aujourd'hui on trouvera également des solutions. A la différence de l'UE, la Russie – ou la soi disant „Union Euroasiatique” – n'offre qu'un retour à un système criminel qui a fait faillite.

L'attractivité qu'exerce l'UE s'est manifestée et concrétisée dans le processus d'intégration des pays d'Europe Centrale et Orientale - PEKO. Ce processus a mis en évidence l'état dans lequel se trouve la mise en œuvre des valeurs dans l'UE.

Avec la disparition du mur de Berlin, du Rideau de Fer, les PEKO ont retrouvé leur liberté, une des valeurs européennes fondamentales, un rêve qui est devenu subitement réalité. Leur intégration dans l'UE est devenue possible, fait perçu aussi comme l'expression de la solidarité,

une autre valeur que la construction européenne souhaite avoir à sa base.

Mais, le tableau est loin d'être idyllique. Si la répression a disparu et la liberté de mouvement et d'expression sont effectives, les valeurs de démocratie, solidarité, justice sont encore, sous beaucoup d'aspects, dans un état précaire. Dans les anciens pays communistes, où la masse d'électeurs a subi pendant 45 ans un lavage de cerveau, le processus démocratique est fortement affecté, vicié par la manipulation. Au plan économique, dans la période de transition, au nom du libéralisme, la corruption a atteint, dans de nombreux anciens pays communistes, des niveaux inimaginables; les excès ont dépassé toute mesure, étant nettement supérieurs à ceux existant dans les autres pays de l'UE. S'assurant le pouvoir économique, les anciennes structures de l'époque communiste se sont assurées aussi le pouvoir politique. La solidarité se trouve elle aussi, évidemment, gravement atteinte.

La justice, elle non plus, ne s'est pas concrétisée par des actions et mesures adéquates. Si l'inexistence d'un Nuremberg du communisme peut s'expliquer, la chute du communisme n'étant pas la conséquence d'une victoire militaire, l'absence d'une vraie lustration, dans la majorité des anciens pays communistes, soulève de fâcheuses questions. Tellement nécessaire non seulement du point de vue moral, mais aussi pragmatique, cette absence représente un flagrant abandon de la justice, une des plus importantes valeurs que l'UE affirme promouvoir.

Dans «*Le Livre Blanc*» de la CE, Jean-Claude Juncker parle des quatre valeurs européennes fondamentales pour l'UE: paix, liberté, tolérance et solidarité. La justice n'est pas citée; seule l'est la tolérance. Cette dernière a remplacé souvent la justice dans le processus de retour à la normalité dans les anciens pays communistes. On a promu l'amnésie et non pas le pardon basé sur la reconnaissance des péchés et crimes et sur le repentir. Le respect des droits de l'homme a été habilement utilisé pour empêcher la mise en oeuvre de la justice.

Le fait que l'efficacité n'est jamais mentionnée comme principale valeur européenne, bien qu'elle ait, comme nous l'avons vu, de profondes racines européennes, est significatif. Pourquoi cette omission, pour ne

pas parler de la hiérarchisation des valeurs, par crainte de l'ouverture de cette boîte de Pandore? Pour éviter, tant qu'on peut, la mise en évidence que l'efficacité domine et marginalise l'éthique? Voilà des questions auxquelles il serait bon de répondre.

Un des problèmes majeurs dans ce processus de transition est celui du changement des mentalités, profondément marquées non seulement par plus de 40 ans de communisme mais aussi par l'histoire que chaque pays candidat a vécue depuis son apparition jusqu'à nos jours. Dans ce contexte il faut souligner que le christianisme, racine importante de l'identité et de la culture européenne n'est pas unitaire; il y a des différences entre ses trois grandes branches et le rôle qu'elles ont joué et continuent à le faire dans l'apparition et la promotion des valeurs européennes. Le protestantisme a favorisé, comme nous l'avons déjà mentionné, l'apparition de la société civile. Le catholicisme, en commençant avec l'encyclique du Pape Leon XIII, «*Rerum Novarum*», de 1891, promeut un discours social et accepte la démocratie, et «*le Concile Vatican II* », d'il y a un demi siècle, a ouvert largement la porte à la culture contemporaine. L'orthodoxisme est resté, malheureusement, marqué par un traditionalisme rigide et son clergé est dépendant du pouvoir laïque. Ceci existe depuis l'Antiquité, dès l'année 380 après J.-C., quand l'empereur Théodose I a promulgué «*l'Edict de Thessalonique*», et qui s'est accentué pendant la période de la dictature communiste. Ceci fait que les mentalités dans les pays orthodoxes, où l'influence de l'Eglise est forte, soient moins ouvertes aux valeurs européennes.

Ceci ne signifie pas que toutes les trois branches du christianisme n'ont pas à la base les mêmes valeurs fondamentales, que la tradition n'est pas étroitement liée à l'identité et que l'orthodoxisme n'enrichit pas l'Europe; la diversité, comme je l'ai souligné antérieurement, constitue une richesse européenne. D'ailleurs, la démocratie-chrétienne, promotrice de la construction européenne, est, en tant que vision et mouvement politique, autonome par rapport aux structures ecclésiastiques et a comme supporters aussi bien des chrétiens catholiques, protestants et orthodoxes que des athées et des fidèles appartenant à d'autres cultes. Il faut mentionner aussi que l'Eglise

Orthodoxe Roumaine est l'une des plus ouvertes – sinon la plus ouverte – au monde occidental, fait qui explique la visite du Pape Jean-Paul II à Bucarest en 1999, la première visite d'un pape dans un pays à majorité orthodoxe.

L'intégration dans l'UE des 10 pays candidats de l'ancien bloc communiste, a eu lieu d'une manière étonnamment rapide. Si l'Occident dans son pragmatisme, n'avait pas trouvé des intérêts d'ordre économiques et géo-politiques (l'élimination du danger de guerre, immenses marchés – débouchés, main d'oeuvre bon marché, qualifiée et docile) il n'aurait, probablement, pas agi avec une telle célérité. Il n'aurait pas promu avec une telle rapidité et désinvolture, dans le processus de transition, l'efficacité au détriment de l'éthique et de la justice. L'intégration des pays candidats dans l'UE a été une décision éminemment politique, les critères d'adhésion étant plus ou moins remplis par ceux-ci.

Avec un remarquable professionalisme et un total cynisme, dans la majorité des pays communistes, la nomenclatura, les privilégiès du régime communiste, se sont adaptés à la démocratie et à l'économie de marché et, par l'utilisation, à grande échelle, de la corruption, ils ont pu garder et même amplifier leurs priviléges et niveau de vie.

En Roumanie cette réalité a pris des formes presque caricaturales; la domination des anciens de la Securitate et de la nomenclatura et de leurs héritiers a été et reste flagrante. La démocratie est mimée par une alternance illusoire, les détenteurs du pouvoir arrivant à bloquer l'apparition d'un parti qui puisse représenter réellement une alternative politique. Le faire semblant règne, comme le souligne Tom Gallagher dans son livre «*Romania and the European Union*», en traduction roumaine «*Decenii pierdut al României*».

La corruption fait la loi, le libéralisme étant le cadre théorique de l'enrichissement et du pillage. Toute la panoplie des méthodes de manipulation de l'opinion publique a été et est utilisée. Aujourd'hui la promotion des incompétents est florissante, la séparation des pouvoirs dans l'Etat est bancale et risque de se dégrader. L'institution en 2007, par Bruxelles, pour trois ans, du «*Mécanisme de Coopération et*

Vérification (MCV)», comme instrument de lutte contre la corruption, reste encore aujourd’hui en vigueur. Il y a eu, heureusement, des progrès dans cette lutte, mais la réaction de ceux qui souhaitent la bloquer est redoutable; tout ce qui s'est passé après les élections du mois de décembre dernier le confirme. Depuis un an la situation ne fait que se dégrader, fait mis en évidence par l'actuel projet du ministère de la Justice de modification des „lois de la justice”.

Cet état de fait est dû aussi à de regrettables erreurs commises par des officiels de Bruxelles, qui à cause de la connaissance partielle des réalités roumaines, par naïveté ou carriérisme ont pris des décisions erronées, telle que celle d'imposer sans discernement des principes valables dans une société ayant une tradition démocratique consolidée, mais qui dans le contexte roumain, ont été particulièrement nocifs. Exemple: l'inamovibilité des magistrats – les dinosaures de l'époque communiste sont devenus inamovibles, ce qui a perpétué la dépendance de la Justice du pouvoir politique.

Malgré cela, dans la magistrature ont eu lieu des évolutions positives. Le récent mémoire contre le projet de loi du ministère de la Justice, signé par plus de 3300 magistrats, le prouve. La situation reste pourtant précaire et l'esprit civique pro-européen, qui s'oppose à la classe politique corrompue et qui s'est affirmé massivement l'hiver dernier, doit être encouragé.

Heureusement, la Roumanie se trouve aujourd’hui du bon côté de la frontière qui sépare le monde des valeurs occidentales de l'espace euro-asiatique dominé par Moscou; son appartenance à l'UE et l'OTAN est soutenue par toutes les institutions de l'Etat, par l'Eglise et la majorité de l'opinion publique. Il faut faire tous les efforts pour que les Roumains restés, suite au sinistre pacte Hitler-Staline, en dehors des actuelles frontières de la Roumanie retournent eux aussi dans le monde des valeurs occidentales; la solidarité avec eux est une obligation morale pour tous les Roumains, et plus largement pour nous tous.

Il faut souligner aussi qu'en Roumanie le retour à la normalité s'est fait au début, immédiatement après décembre '89, par la promotion de l'amnésie et ultérieurement par une habile stratégie de récupération des

crimes et des souffrances, dans leur propre intérêt, par ceux qui les ont provoqués, ont été complices, et par leurs héritiers. Les grandes difficultés par lesquelles passe aujourd’hui le Pays auraient pu, au moins en partie, être évitées, si ceux mentionnés plus haut, reconnaissaient, avec honnêteté, le rôle joué dans la période communiste. L’Eglise aurait pu donner l’exemple. A l’exception de ceux ayant du sang sur leurs mains, personne n’aurait été inquiété ou marginalisé; les conditions de survie dans le communisme sont bien connues. Le blocage de la lustration, la condamnation purement formelle du communisme, l’ignorance de l’éthique de la vérité sont en partie les causes de l’état dans lequel se trouve aujourd’hui la Roumanie. Il ne faut pas oublier que seulement la vérité rend vraiment libre.

En conclusion, je souligne que malgré toutes les difficultés rencontrées aussi bien par la Roumanie, pendant les 27 années de transition, que par l’UE au cours des 66 ans qui se sont écoulés depuis sa naissance, les changements et les progrès accomplis sont, sans aucun doute, substantiels et porteurs d’espoir. La Roumanie est revenue en Europe et fait partie intégrante de ce projet original, dans lequel l’unité coexiste avec la diversité, grâce au fait que les grandes valeurs européennes sont respectées. Ce projet ne peut pas ne pas continuer. L’évolution du monde d’aujourd’hui le demande et l’impose. La diversité, source d’invention et d’innovation, doit être encouragée. Elle facilite en même temps la subsidiarité, une voie royale pour la hiérarchisation et la résolution des problèmes. L’intérêt de l’Europe est de voir les diversités qui la composent et qui respectent et promeuvent les valeurs européennes et universelles s’épanouir et s’affirmer; elles sont partie intégrante de l’identité européenne.

L’Union Européenne et chacun de ses pays membres doivent trouver les meilleures solutions aux grandes provocations auxquelles elles doivent faire face, des solutions qui respectent strictement les valeurs sur lesquelles l’UE affirme être basée. Ces valeurs doivent être correctement hiérarchisées; l’éthique ne doit pas être subordonnée à l’efficacité, bien au contraire, l’efficacité doit servir l’éthique.

